

Déclaration liminaire du 05 février 2021, CTSD carte scolaire

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD se tient dans un contexte sociétal très particulier, qui devrait être pris en compte dans le budget attribué à l'école. Les conditions de travail, les conséquences des mesures sanitaires successives depuis un an sur les apprentissages des élèves, devraient se traduire par un véritable plan d'urgence pour l'école.

Cette déclaration sera peut-être un peu longue, tout comme la durée de la crise sanitaire et l'attente de la satisfaction de nos revendications. En effet, les difficultés qui nous remontent quotidiennement du terrain attestent que nous ne sommes définitivement pas choyés.

En préambule et même si cela sort de l'ordre du jour, à la lecture des synthèses des ateliers du Grenelle de l'Éducation, la FSU se félicite toujours plus d'avoir quitté la table de cette mascarade de négociation et de maintenir sa campagne après la grève du 26 pour obtenir un vrai plan d'urgence pour l'école qui prendrait en compte les inégalités scolaires et améliorerait les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. Non, les locutions comme *« Acculturer dès le début de carrière les enseignants aux réalités du leadership »*, ou bien *« Un leader doit manager avec des outils contemporains et savoir conduire un groupe en mettant ses personnels en situation d'être des leaders eux-mêmes »*, n'appartiennent pas à la novlangue de Georges Orwell ou au fameux répertoire de vocabulaire qui sera bientôt introduit dès l'école maternelle, mais sont les fruits d'un faux dialogue initié par un ministre sourd aux aspirations et besoins du terrain. On pourrait continuer dans la citation avec : *« donner aux directeurs d'école un véritable statut leur conférant une autorité décisionnelle et fonctionnelle »*, *« permettre aux enseignants d'avoir des décharges et/ou des indemnité de mission particulière incluses dans le service pour participation à la gouvernance dans le premier degré »*, ou à propos de la revalorisation, *« les formations hors temps scolaire, des heures de travail supplémentaires pourraient donner lieu à ouverture de compte épargne temps cumulable »* et cerise sur le gâteau à propos de l'avancement, *« l'ancienneté continue à peser sur les promotions »*.

Pour la FSU et le SNUipp, l'école n'est pas une entreprise à vendre à la découpe, restructurée selon des concepts managériaux et ultra-libéraux dignes des écoles de commerce, mais un service public pour tous les usagers, partout sur le territoire et au plus proche d'eux. Malgré une pseudo priorité ministérielle accordée au primaire, les personnels des écoles se sentent essorés, au bout du rouleau. Les instances telles que le CHSCT ne vous laissent pas ignorer la détresse psychologique des personnels, l'augmentation du nombre de fiches SST* en est la preuve. Cette logique managériale se berce de l'illusion que l'école est une entreprise que l'on peut gérer en se passant des instances paritaires telles qu'elles existaient, de l'expertise acquise par les élus du personnel. Nous en avons déjà constaté les dérives, la carte scolaire semble par exemple être déjà conclue avant le CTSD.

Si une seule personne ne peut incarner à elle seule une politique gouvernementale néfaste

à l'égalité des chances, à l'école publique et à ses personnels, si la demande de démission d'un ministre ne peut se substituer aux revendications syndicales spécifiques et légitimes, sachez que celle de l'actuel ministre serait acceptée par l'immense majorité de la profession, et cela avec joie...

A-t-on oublié les efforts et les risques consentis par les équipes depuis le début de la crise sanitaire, mesure-t-on leur difficulté à raccrocher leurs élèves en difficulté lorsqu'elles subissent en plus l'injonction du tout inclusif sans les moyens utiles et nécessaires ?

P/E*, E/C* : on raisonne seulement en termes de moyenne !

Mais les nombreux élèves décrocheurs lors du confinement, les élèves à besoin éducatifs particuliers à inclure sans accompagnant, ceux en attente d'une orientation en ULIS école, ULIS collège, IME, EREA ou d'un suivi extérieur impossible, les enfants issus de familles en difficulté sociale et/ou culturelle ou accueillis en familles d'accueil, et tous ceux qui n'ont pas eu d'enseignant dans leur propre classe faute de remplaçant, ceux-là ne sont pas une moyenne.

Ils n'ont pas besoin d'une nouvelle gouvernance ou d'un new management, mais de vrais moyens à la hauteur des enjeux, d'un plan d'urgence pour l'école comme le SNUipp FSU le demande.

Y aura-t-il une attention portée au contexte spécifique de chaque école : les RPI, celles dont les effectifs sont importants et nécessitent une ouverture, celles dont les effectifs sont faibles mais dont les classes ont déjà plusieurs niveaux, celles qui accueillent une ULIS ? A ce propos, nous rappelons notre revendication de double comptage des élèves d'ULIS ; c'est à dire le comptage de la classe dans l'école, et aussi le comptage en carte scolaire des élèves dans leur classe de référence dans la mesure où ceux-ci y sont inclus.

Le retour à la normale du point de vue sanitaire ne saurait masquer les effets catastrophiques de cette période sur les populations les plus fragiles. Les réseaux d'aides doivent être pérennisés et renforcés pour accompagner tous les élèves vers la réussite scolaire.

Par ailleurs, la volonté de regrouper et/ou fusionner les écoles en promettant parfois une augmentation de décharge, pour réaliser des économies d'échelle se traduit inmanquablement par des fermetures à venir, nous y serons vigilants. Nous attendons également, comme demandé, la tenue d'un groupe de travail départemental sur les LDG où nous ne manquerons pas d'aborder le traitement des mesures de cartes afférentes à une fusion d'école (priorité sur poste de direction par exemple).

Pour finir, le SNUipp-FSU 36 affirme que la crise sanitaire aurait pu être l'occasion pour le ministère de changer de cap. Que nenni ! Nous répétons que la profession continue à être confrontée à l'impréparation, à la non-concertation et aux virevoltes sur le protocole. Le confinement a pourtant mis en lumière les inégalités et les a renforcées. Or, pour répondre au manque de personnel, le ministre a décidé de recruter des contractuels.

Par ailleurs, le SNUipp-FSU 36 dénonce ce manque de moyens au long terme alors que, dans le même temps, 200 millions d'euros n'ont pas été utilisés dans le budget 2020 de l'Éducation nationale, soit l'équivalent de 4200 postes. Ce ne sont pas les 0 postes attribués au département qui pourront améliorer significativement le taux de remplacement, les effectifs par classe, le traitement de la difficulté scolaire ainsi que le taux de décharges de direction.

Le SNUipp et la FSU revendiquent des moyens pour l'École, Jean Michel Blanquer aura beau s'agiter et danser tant qu'il le voudra, nous ne sommes pas dupes de sa pitoyable mission de liquidation du service public d'Éducation Nationale. C'est la raison pour laquelle nous exigeons auprès de notre hiérarchie la création de tous les postes nécessaires et l'annulation des fermetures pour les écoles qui le demandent, partout sur le territoire.